

qui l'entoure et l'appuie. Si les assises sont instables ou si le milieu ambiant est malsain, les relations économiques — et en fait toutes les autres — ne peuvent se développer et s'accroître.

Permettez-moi de mentionner certaines des grandes considérations qui assureront que le climat et les assises politiques de nos relations dans le Pacifique seront tout à fait propices au bon développement des aspects économiques.

Sur le plan politique, il importe peut-être avant tout pour l'avenir de nos relations avec le Pacifique de nous montrer — et d'être perçus — comme impliqués face aux aspirations fondamentales des pays de la région.

Cela signifie que le Canada doit fournir un appui ferme, sérieux et public à l'intégrité, à la stabilité ainsi qu'au bien-être économique et social de la région. (Et permettez-moi d'ajouter que nous attendons de la région le même degré d'engagement à l'égard de l'intégrité, de la stabilité ainsi que du bien-être économique et social du Canada). Un tel engagement sera tout particulièrement important si nous voulons convaincre les pays de la région que la politique étrangère du Canada a une forte dimension pacifique.

Pour notre part, nous devons continuer à nous demander si les pays de la région veulent de nous comme partenaire. Les engagements multiples attendus de nous prendront des formes différentes selon les pays. Par exemple, la République de Corée attend une nette manifestation d'appui international de sa souveraineté et de son intégrité territoriale à l'égard du Nord. Il s'agit là d'une condition préalable essentielle à des rapports économiques vigoureux. Et la stabilité de la Corée est fondamentale pour l'avenir de la région.

Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est cherchent des engagements politiques moins explicites. Devant l'incertitude générale que suscitent les événements en Indochine, ils attendent un large appui politique qui viendra favoriser leurs intérêts individuels et, de plus en plus souvent, collectifs. Même si le développement économique reste un objectif essentiel de tous les pays du Pacifique, on suppose que ce développement découlera de la stabilité politique dans la région. Le Canada continuera évidemment à faire ce qu'il peut pour promouvoir des initiatives visant une paix durable et la fin des tensions militaires.

La situation au Japon, en Chine, en Australie et en Nouvelle-Zélande n'est pas la même, mais ces pays souhaitent tous, à leur façon, que le Canada s'implique dans le bien-être de la région du Pacifique. Cette vue positive se reflète dans l'ensemble des relations bilatérales qu'ils entretiennent avec nous — et dans lesquelles nous continuerons à rechercher des manifestations réciproques d'intérêt de leur part.

**Relations  
adaptées à  
chaque pays**

Si le fait de répondre aux aspirations de nos partenaires du Pacifique nous impose d'importants impératifs politiques quant à la façon de façonner et de gérer nos relations avec la région, d'autres impératifs découlent de notre besoin d'élaborer des mesures et des programmes politiques particulièrement adaptés aux conditions de chaque pays. Permettez-moi de vous donner quelques exemples.